

**Devoir Surveillé n° 4****Branche** : Sciences Economiques et de Gestion**Durée** : 3 H**Matière** : Economie Générale et Statistique**Filière** : Sciences Economiques**Coefficient** : 6**Professeur** : Larbi TAMNINE

Mercredi 02 Mai 2012

**DOSSIER I : Décisions de politiques économiques face au retournement de la conjoncture****DOCUMENT 1 : Cimenteries, la guerre est ouverte**

Quand l'immobilier va, tout va ! Ce vieil adage n'est pas sans fondements. Et pour preuve, avec la relance du programme du logement social, le secteur du ciment s'est démarqué au terme du premier semestre de l'année en cours avec une évolution de consommation de 7,1 %.

Pour la fin de l'année, les analystes de CFG group, dans une note sectorielle sur le marché du ciment, estiment que le secteur affichera une évolution notable de 5 %, soit 15,2 millions de tonnes. Si le secteur présente des signaux positifs de croissance, il ne profite guère aux opérateurs privés marocains vu que le secteur cimentier marocain est dominé par quatre acteurs contrôlés tous par des groupes internationaux, à savoir, Lafarge Ciments (Lafarge France), Ciments du Maroc (Italcementi Groupe d'Italie), Holcim Maroc (Holcim Suisse) et Asment Temara (Cimpor du Portugal). Cependant, l'année 2010 a été marquée par l'entrée sur le marché du premier cimentier détenu par des capitaux marocains, Ciments de l'Atlas, appartenant au «groupe Sefrioui» [...].

L'arrivée de ce nouvel acteur provoque une surcapacité de production (2,8 millions de tonnes, en 2011, et 4,2 millions de tonnes en 2012, selon une croissance normative du marché de 5 % par an.

Toutefois, selon les analystes de CFG group, les parts de marché des quatre anciens seront affectés et une guerre des prix pourrait avoir lieu. De ce fait, le nouvel entrant pourrait acquérir 11,5 % de parts de marché (PDM) à l'horizon 2012, et 15 % de PDM à l'horizon 2014, ce qui correspondrait à un taux d'utilisation de 57,5 % et 73,8 % respectivement pour le groupe.

<http://www.tadla-azilal.com>, Edition 12 Août 2011

**DOCUMENT 2 : Baisse du chômage grâce à l'informel**

La baisse du taux de chômage de 0,2 point en 2011 ne tient pas de performance de l'économie, mais d'une montée des emplois dans les services sans valeur ajoutée relevant le plus souvent du secteur informel. L'année s'est donc achevée avec un taux de chômage de 8,9% et 114 000 postes de travail créés dans les services. Il faut relever l'expansion spectaculaire du phénomène des marchands ambulants sous le regard bienveillant des autorités qui craignaient des troubles sociaux et la pression du printemps arabe. Et les statistiques du HCP le confirment: 40 000 postes créés dans les branches du «commerce de détail et réparation d'articles domestiques» dont 35.000 dans le commerce hors magasin.

Le chômage, un dossier sur lequel le gouvernement s'engage à réduire le taux d'un point d'ici 2016, reste un phénomène urbain. Même s'il a reculé de 0,3 point, le taux de chômage dans les villes dépasse le niveau national : 13,4% en 2011.

**Les disparités sont également palpables selon le niveau d'étude, l'âge ou le sexe.**

Durant cette année, la population active âgée de 15 ans et plus a atteint 11,5 millions de personnes en hausse de 0,8% par rapport à 2010 alors que le taux d'activité a baissé de 0,4 point.

[www.leconomiste.com](http://www.leconomiste.com), Edition du 02/03/2012

**DOCUMENT 3 : Données marocaines en 2010**

Eléments	Valeurs en millions de DH courants	Variation 2010/2009 en %
Valeurs ajoutée au prix de base	687 993	3,3
Impôts sur les produits nets des subventions	76 309	6,7
Revenus et transferts nets de l'extérieur	42 595	4,9
Dépenses de consommation finale	571 653	<b>3,6</b>
Formation brute du capital fixe (FBCF)	234 407	<b>3,6</b>

Rapport de Bank Al-Maghrib 2010, [www.bkam.ma](http://www.bkam.ma)

**DOCUMENT 4 : Données du Budget Général de l'Etat (BGE) 2010-2011**

Chiffres en Millions de DH	Décembre 2010	Décembre 2011	Variation en %	Taux de réalisation 2010 (en %)
<b>Recettes ordinaires</b>	174 145	191 296	9,8	106
<b>Dépenses de biens et services</b>	117 251	126 465	7,9	94
<b>Dépenses de la dette</b>	17 574	18 234	3,8	95
<b>Dépenses de compensation</b>	27 195	48 830	79,6	<b>194</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	47 031	49 918	6,1	101
<b>Solde budgétaire</b>	<b>- 35 764</b>	<b>- 50 102</b>	<b>40,1</b>	99
<b>Recettes fiscales en % du PIB</b>	<b>22,7</b>	<b>22,6</b>		

Note de la conjoncture n°180, Février 2012, et rapport de BAM 2010, [www.finances.gov.ma](http://www.finances.gov.ma)

**DOCUMENT 5 : Projet de loi de Finances 2012 : la stabilité économique d'abord, la croissance ensuite**

Le projet de loi de Finances 2012 prévoit un certain nombre de mesures visant en particulier la création d'un fonds dédié au soutien des populations démunies et la généralisation de la couverture médicale en leur faveur. Il préconise aussi l'extension du champ d'intervention du Fonds de développement rural aux zones montagneuses et le renforcement de ses moyens financiers. L'option dominante de ce même projet reste celle de la stabilisation du cadre macroéconomique et la maîtrise des déficits publics. Justement, la maîtrise des dépenses publiques, notamment par la réforme du système de subvention généralisé, sera essentielle pour la soutenabilité du Budget à moyen terme.

C'est dire si le projet de loi est censé adopter une démarche prudente en matière de dépenses courantes afin de préserver les marges de manœuvre permettant la poursuite des programmes d'investissement de l'État. La fragilité de la conjoncture et le ralentissement de la croissance ont eu des répercussions sensibles sur l'équilibre budgétaire. D'ailleurs, les données relevées font état d'une baisse des recettes fiscales et d'un creusement du déficit des comptes de l'État. Sur ce registre, un raisonnement imparable est avancé : pour restaurer l'équilibre budgétaire, il faudra bien évidemment limiter certaines dépenses publiques, mais également veiller à éviter l'austérité qui ne peut en aucun cas à elle seule relancer la croissance.

[www.lematin.ma](http://www.lematin.ma), Edition du 29 Février 2012

**DOCUMENT 6 : Politique monétaire : Baisse du taux directeur à 3%**

Le Conseil de Bank Al-Maghrib a tenu récemment sa réunion trimestrielle, qui a fait état d'une analyse de la situation macroéconomique de nos partenaires, d'une part, et de ses répercussions sur l'évolution de la situation économique, monétaire et financière ainsi que les prévisions d'inflation, d'autre part...

Le gouverneur de BAM a souligné que «l'année 2012 est une année de sécheresse, où la campagne céréalière s'élève au 30 mars à 38 millions de quintaux, la moyenne étant de 60 millions de quintaux».

Tous ces facteurs, en plus des différents troubles politiques vécus dernièrement, et des tensions sur les réserves de change, ont eu pour conséquence la baisse du taux directeur à 3% au lieu de 3,25%. Du côté des prévisions, la croissance 2012 a été revue à la baisse. La matérialisation des risques qui pèsent sur la performance du secteur agricole, ainsi que l'affaiblissement anticipé de l'activité dans les pays partenaires, devraient en effet ramener la croissance à moins de 3% pour le PIB global.

Sur la base de l'ensemble de ces éléments, l'inflation devrait s'établir à environ 1,9% au terme de l'horizon de prévision, soit le deuxième trimestre 2013, et devrait se situer autour de 1,7% pour 2012. Pour sa part, l'inflation sous-jacente devrait rester modérée, ne dépassant pas 2% au terme de l'horizon de prévision.

[www.financenews.press.ma](http://www.financenews.press.ma), Edition du 30 Mars 2012

**TRAVAIL A FAIRE : (8,5 points)**

1) Caractérisez les marchés, objet des documents 1 et 2, en reproduisant et en complétant le tableau ci-dessous :					1 pt
	<b>Type de marché selon l'objet</b>	<b>Offreurs</b>	<b>Demandeurs</b>	<b>Prix</b>	
<b>Document 1</b>					
<b>Document 2</b>					
2) Identifiez le régime du marché, objet du document 1. Justifiez.					0,75 pt
3) Précisez l'impact de l'arrivée du nouvel opérateur du ciment sur :					
a) les offreurs ;					0,25 pt
b) les demandeurs.					0,25 pt
4) Commentez la phrase soulignée du document 2.					0,5 pt
5) En vous référant au document 3,					
a) calculez L'épargne nationale brut (ENB) en 2010 ;					0,5 pt
b) précisez pour les taux de variation soulignés dans le tableau (variation 2010/2009), une conséquence éventuelle sur l'économie nationale.					0,5 pt
6) A partir des données du document 4,					
a) faites une phrase avec le chiffre souligné ;					0,5 pt
b) nommez le chiffre encadré ;					0,5 pt
c) expliquez l'évolution du solde budgétaire en 2011 ;					0,75 pt
d) déduire, puis commentez, deux caractéristiques du Budget Général de l'Etat.					0,75 pt
7) Relevez, du document 5, les orientations économiques et sociales du projet de loi de finances 2012.					0,75 pt
8) Relevez du document 6,					
a) l'instrument de la politique monétaire ;					0,5 pt
b) l'objectif intermédiaire et final de la décision de la BAM (Bank Al-Maghrib).					1 pt

**DOSSIER II : Commerce extérieur : menace ou opportunité ?****DOCUMENT 7 : Extrait de la balance des paiements 2011**

SOLDES	2011	2010	Variation en %
Biens	- 157 160,8	..... ?.....	..... ?.....
Services	+ 43 498,1	+ 43 087,3	+ 1,0
Revenus	- 16 560,5	- 10 653,2	+ 55,5
Transferts courants	+ 65 615,1	+ 61 217,7	+ 7,2
Transactions courantes	- 64 608,1	- 33 189,6	+ 94,7
Taux de couverture de la balance des biens et services	71,6	75,2	

Balance des paiements 2011 (données préliminaires), [www.oc.gov.ma](http://www.oc.gov.ma)

**DOCUMENT 8 : Déficit commercial : Le Maroc importe 1 Md de DH chaque jour**

La détérioration continue du déficit commercial ne cesse de susciter des appréhensions. Ce déficit, devenu au fil du temps structurel, ne doit pas remettre en cause l'évolution des exportations qui ont affiché un taux de croissance de 11% en 2011 plus intéressant que celui des importations. Mais il faut dire qu'il demeure insuffisant pour réduire le gap entre les deux composantes de notre balance commerciale.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2011, le déficit des biens a atteint 185 Mds de DH, celui des biens et services 116 Mds de DH et l'excédent du commerce des services et des transferts des MRE n'arrive plus à le couvrir [...].

En effet, l'évolution des importations tant au plan global que par secteur ou groupe de produits, semble révéler une juxtaposition des deux tendances : celle liée à la dynamique des activités de production, notamment pour les secteurs tournés vers les marchés extérieurs, et celle de l'exacerbation de la concurrence et de l'écart de la compétitivité sur le marché intérieur. Force est de constater que la politique de relance, via la demande intérieure tant prônée au cours des dernières années, a montré ses limites à cause d'une faible intégration intersectorielle des secteurs productifs locaux [...].

Cette hausse des importations n'est pas anodine (insignifiante) mais résulte de l'amélioration de notre système productif et de la cadence de nos investissements. A noter qu'il existe une corrélation (relation) forte entre le taux de croissance du PIB et celui des importations. Autre élément important responsable de cette hausse des importations : le fait que les importations incompressibles représentent plus de 85% des importations globales. Elles sont composées essentiellement de biens d'équipement, d'énergie et de demi-produits. Dans son analyse, le CNCE (1) a fouiné également dans les accords de libre-échange qui ont révélé que les marges préférentielles ne profitent pas au Maroc, essentiellement celui avec l'UE. En ce qui concerne les pays arabes, il existe des marges préférentielles, malheureusement pas de complémentarité entre les pays signataires de l'Accord d'Agadir.

(1) Conseil Supérieur du Commerce extérieur

[www.financesnws.ma](http://www.financesnws.ma), Edition du Jeudi 23 Février 2012

**DOCUMENT 9 : Au-delà des droits de douane et des quotas**

L'accord signé par le Maroc et l'UE ne porte pas uniquement sur la libéralisation des produits ou l'élargissement des quotas et l'application de droit d'entrée préférentiel. On y trouve également des mécanismes de sauvegarde (prévus d'ailleurs par les règles de l'OMC) permettant de moduler les avantages concédés de part et d'autre en cas de danger sur la pérennité d'un secteur donné. Le document contient aussi des dispositions sanitaires phytosanitaires, des réglementations techniques et des normes auxquelles doivent obéir les produits échangés ainsi que des mécanismes de surveillance, de concertation et de consultation entre le Maroc et l'UE pour les produits non sensibles soumis aux prix d'entrée.

Par ailleurs, même si le cadre global de l'accord reste immuable, les deux parties ont gardé la possibilité d'en modifier quelques dispositions. Ainsi, il est prévu une clause de préférence, au cas où l'une des parties octroie à l'un des pays de la zone Euromed des prix d'entrée plus avantageux que ceux figurant dans l'accord...

[www.lavieeco.com](http://www.lavieeco.com), Edition du 02/03/2012

**DOCUMENT 10 : Une cartographie de l'offre exportable marocaine**

Si les exportations marocaines n'arrivent pas à décoller, c'est essentiellement en raison d'une faiblesse de l'offre exportable. Ce qu'illustre parfaitement la proportion démesurée des phosphates et leurs dérivées dans le volume global des exportations qui tourne autour d'un quart et dépasse même parfois un tiers des ventes à l'étranger. Même le reste est constitué en majorité des produits avec une faible valeur ajoutée et reste concentré sur un certain nombre de groupes de produits. [...] À ce sujet, fait-on savoir auprès de ce département, les actions spécifiques de promotion toucheront particulièrement les secteurs de l'automobile, l'IT et l'offshoring, l'électrique, l'agroalimentaire et les produits de la mer, le textile et le cuir ainsi que la pharmacie.

En plus de l'offre exportable, le ministère compte également renforcer la diversification des relations commerciales. Ce qui devra se traduire par la poursuite de l'ouverture de l'économie marocaine et la conclusion d'un certain nombre d'accords de libre-échange avec les différents partenaires commerciaux tant au niveau bilatéral que régional. Ce renforcement de l'ouverture de l'économie marocaine favorisera également, ajoute-t-on, la consolidation du système commercial multilatéral à travers la poursuite en 2012 des actions engagées dans les relations commerciales du Maroc avec l'OMC.

[www.lematin.ma](http://www.lematin.ma), Edition du 01 Avril 2012

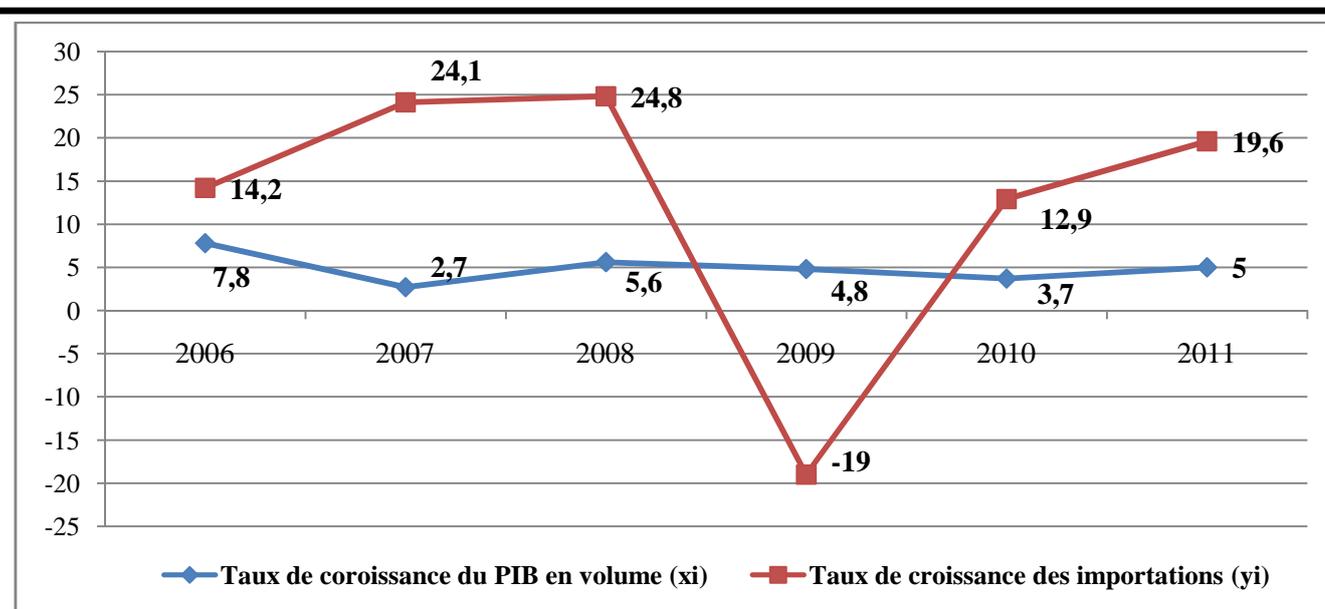
**DOCUMENT 11 : Evolution du taux de croissance du PIB en Volume et des importations (2006-2011)**

Schéma élaboré à partir des données du rapport économique et financier 2012, [www.finances.gov.ma](http://www.finances.gov.ma)

**TRAVAIL A FAIRE : (10, 5 points)**

9) En vous référant au document 7 :	
a) calculez les données qui manquent dans le tableau ;	0,75 pt
b) lisez le chiffre souligné ;	0,5 pt
c) expliquez l'évolution du solde de la balance des transactions courantes entre 2010 et 2011.	0,75 pt
10) En vous référant au document 8, expliquez l'évolution des importations du Maroc.	0,5 pt
11) A partir du document 9,	
a) relevez et expliquez deux mesures de protectionnisme ;	0,5 pt
b) ces mesures protectionnistes ne remet-elles pas en cause le rôle de l'OMC ? Justifiez	0,5 pt
12) A l'aide des documents 8 et 10,	
a) dégagez puis expliquez deux handicaps du commerce extérieur marocain.	1 pt
b) proposez deux solutions pour réduire le déficit commercial.	0,5 pt
13) a) Déterminez, à partir du document 11, l'équation de la droite de la forme $y = ax + b$ selon la méthode des moindres carrés, sachant que $\sum x_i y_i = 369,2$ ; $\sum x_i^2 = 161,2$ . (Arrondir au dixième près)	1 pt
b) Vérifiez le passage souligné du document 8 à partir du résultat obtenu ;	0,5 pt
c) Calculez le taux de croissance économique prévisionnel pour un taux de croissance des importations de 20 %.	0,5 pt
14) <b>Question-Synthèse :</b> Le déficit commercial augmente sans cesse ; plusieurs facteurs expliquent l'état actuel de la balance commerciale. En vous aidant des documents ci-dessus, des réponses précédentes et vos connaissances acquises, <b><u>Montrez comment le commerce extérieur marocain constitue, aujourd'hui, une menace ou un handicap pour l'économie nationale et quelles sont les solutions possibles afin d'améliorer les échanges extérieurs marocains.</u></b> Présentez votre réponse sous forme d'un développement structuré (Introduction, développement et conclusion).	3,5 pts

**Important :**

- \* 1 point est réservé à la présentation de la copie, évitez les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro de dossier puis de la question.
- \* La machine à calculer non programmable est autorisée.
- \* Les calculs justificatifs doivent figurer sur la copie.